TABLEAU D'AIDE A LA DELIMITATION DES CONTOURS DE LA COMPETENCE GEMAPI

Compétences	Missions	MA ou PI	Champs d'interventions	Exemples d'actions - [Opérateurs]
GEMAPI				
<p>Politiques du Grand cycle de l'eau et de prévention des inondations</p> <p>Missions GEMAPI, affectées aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre sur le fondement des articles suivants du Code Général des Collectivités Territoriales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L5214-16 3° (communautés de communes) - L5216-5 5° (communautés d'agglomérations) - L5215-20 6° (communautés urbaines) - L517-2 6° (Métropoles) 	1° Aménagement d'un bassin ou d'une fraction d'un bassin hydrographique (L211-7 du Code de l'environnement)	MA + PI	Étude et mise en oeuvre de stratégies globales d'aménagement du bassin versant	Rétention, ralentissement, ressuyage de crues Restauration de champs d'expansion des crues, arasement de merlons [bloc communal, Syndicats ou SM]
	2° Entretien et aménagement de cours d'eau, canaux, lacs, plans d'eau (L211-7 du Code de l'environnement)	MA	Entretien des berges, de la ripisylve et des atterrissements	Plans pluriannuels, opérations groupées, restauration morphologique de faible ampleur de lit mineur, curage... [idem]
	5° Défense contre les inondations et contre la mer (L211-7 du Code de l'environnement)	PI	Etudes et travaux neufs sur l'implantation de nouveaux ouvrages de protection Entretien et gestion d'ouvrages de protection existants Définition et régularisation administrative des systèmes d'endiguement	<p><u>Exemples d'ouvrages concernés</u> : digues, barrages écrêteurs de crues, déversoirs de crues, ouvrages liés aux polders... [idem]</p> <p><u>Ne sont pas concernés</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les ouvrages de lutte contre l'érosion du littoral - les ouvrages de correction torrentielle <p>Remarque : La gestion des ouvrages existants peut inclure l'entretien de la végétation sur le côté « cours d'eau » de digues.</p>
	8° Protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines (L211-7 du Code de l'environnement)	MA	Opération de renaturation et de restauration de zones humides, cours d'eau ou plans d'eau	Actions en matière de restauration de la continuité écologique, de transport sédimentaire, de restauration morphologique ou de renaturation de cours d'eau, de restauration de bras morts, de gestion et d'entretien de zones humides (plans de gestions stratégiques, plans pluriannuels...) [idem]

Compétences	Missions	Champs d'interventions	Exemples d'actions - [Opérateurs]
Hors GEMAPI			
<p>Politiques du Grand cycle de l'eau</p> <p>Missions non affectées pouvant relever notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la compétence relative à la protection de l'environnement des communautés de communes (L5214-16 CGCT) ou à la protection et la mise en valeur du cadre de vie des communautés d'agglomérations (L5216-5-II-4° CGCT) et des métropoles (L5217-2-I-6° CGCT) - de la compétence des Conseils Généraux dans le cadre de l'aide à l'équipement rural : assistance technique départementale (L3232-1-1 CGCT) et solidarité des territoires (L1111-9 CGCT) - de la compétence des Conseils Régionaux en matière de développement et d'aménagement du territoire (L4221-1 et L1111-9 CGCT) 	3° Approvisionnement en eau (L211-7 du Code de l'environnement)	Adducteurs eaux brutes et retenues d'eau brutes tous usages	Eau potable, irrigation, hydroélectricité, navigation... (hors service public d'eau potable)
	4° Maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols (L211-7 du Code de l'environnement)	Évaluation eaux pluviales et érosion à l'échelle d'un bassin ou sous-bassin versant	Plans de lutte contre l'érosion. Implantation et entretien d'aménagements associés, réhabilitation de haies ou de talus, revégétalisation... (hors ruissellement urbain)
	6° Lutte contre la pollution (L211-7 du Code de l'environnement)	Évaluation, lutte et prévention des impacts cumulés des pollutions à échelle d'un bassin ou sous bassin versant	Plans de réduction des apports polluants, plans d'adaptation des pratiques phyto-sanitaires et horticoles (PAPPH), rebouchage de forages, actions de lutte contre les marées vertes (L211-3-4°b CE) [hors ruissellement urbain]
	7° Protection et conservation des eaux superficielles et souterraines (L211-7 du Code de l'environnement)	Gestion de la ressource, coordination des prélèvements et préservation de la ressource actuelle et future	Plans de gestion de la ressource en eau (PGRE), soutien d'étiage, suivi des cumuls des prélèvements, actions en faveur des nappes stratégiques et de leurs zones de sauvegarde, registre des zones protégées (concyliques ou baignade)
	9° Aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile (L211-7 du Code de l'environnement)	Systèmes de défense incendies	Entretien, implantation et surveillance des ouvrages (retenues, réseaux... etc)
	10° Exploitation, entretien et aménagement d'ouvrages hydrauliques existants (L211-7 du Code de l'environnement)	Canaux de navigation, fossés canaux et systèmes agricoles (irrigation ou assainissement), barrages anti sel...	
	11° Mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques (L211-7 du Code de l'environnement)	Stations de mesure, bancarisation, observatoires	

	12° Animation et concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique (L211-7 du Code de l'environnement)	Secrétariat et animation d'un SAGE, d'un contrat de milieux, de démarches	Études préalables et de concertation nécessaire à l'échelle du bassin versant (définition des flux polluants maximum admissibles, plans de gestion de la ressource ou des zones humides, volumes prélevables...)
Politique de prévention contre les inondations	Coordination, animation, information et conseil pour réduire les conséquences négatives des inondations.dans le cadre de démarches de gestion concertées (PAPI, SLGRI, ...)	Secrétariat, élaboration et animation d'un PAPI, d'une SLGRI et des démarches ad hoc de prévention des inondations [Syndicats, SM, Ententes...]	
Police général du maire (L2112-2, L2212 CGCT)	Planification et organisation de la gestion de crise en lien avec la compétence de police générale du maire (L2112-2, L2212 CGCT) Surveillance, prévision et alerte des inondations Dispositif de gestion de crise, et d'information des populations. Inventaire, entretien des repères de crues existant et implantation aux nouvelles crues exceptionnelles ou aux submersions marines (L563-3)	Élaboration de plans communaux de sauvegarde (PCS) et documents d'information communaux sur les risques majeurs (DICRIM) Action d'accompagnement de planification et d'organisation de la gestion de crise (PCA, PPMS, ...) Information préventive, mémoire du risque, entretien et suivi des repères de crues, dispositifs complémentaires de prévision des crues Mesures d'urgence : évacuation, mise en sécurité... [Bloc communal]	
Politique du logement et du cadre de vie, aménagement du territoire	Actions de réduction de la vulnérabilité au risque inondation	Programmes d'actions de réduction de la vulnérabilité [Bloc communal, Syndicats, SM,...]	
	Adaptation du développement urbain au risque inondation	Prise en compte du risque inondation dans les projets urbains (SCOT, PLUi) [Bloc communal]	
	Mise en valeur du littoral et gestion du trait de côte	Animation en faveur de la gestion intégrée de la mer et du littoral Restauration du système littoral à l'échelle d'unités hydrosédimentaires cohérentes [Bloc communal, Crgal, Syndicats, SM, ConsLitt,...] Relocalisations, recul des aménagements...	
Politique du petit cycle de l'eau L'alimentation en eau potable et l'assainissement sont des compétences obligatoires des communes (L 2224-7 et L 2224-8 du	Alimentation en eau potable (art L 2224-7 et L2224-7-1 du CGCT)	Production par captage ou pompage, protection du point de prélèvement, traitement, du transport, du stockage et de la distribution d'eau destinée à la consommation humaine [Bloc communal,Syndicats]	

communes (L2224-7 et L2224-8 du CGCT).
Elles constituent des compétences optionnelles des communautés de communes (L 5214-16 du CGCT) et des communautés d'agglomération (L5216-5-II CGCT).
Elles constituent des compétences obligatoires des communautés urbaines (L5215-20) et des métropoles (L5217-2)
NB : en attente Loi NOTRe

Assainissement des eaux usées
(art L 2224-7 et L2224-8 du CGCT)

Contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites [Bloc communal, Syndicats]